

LA PRESSE NOUVELLE *Magazine Progressiste Juif*

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Proche-Orient basée sur le droit de l'État d'Israël à la sécurité et celui du peuple palestinien à un État.

ISSN: 0757-2395

PNM n° 336 - Mai 2016 - 34^e année

MENSUEL ÉDITÉ PAR L'U.J.R.E.

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 6,00 €

HOMMAGE (Maya Surduts, Ronit Elkabetz) pp.2,7

DOSSIER

« IL Y A 80 ANS LA VICTOIRE DU FRONT POPULAIRE »

LES OUVRIERS IMMIGRÉS JUIFS DANS LES GRÈVES

B.FREDERICK p.4

FRONT POPULAIRE ET ÉCONOMIE - UN BILAN J.LEWKOWICZ p.4

L'AQÏT-PROP RÉVOLUTIONNE LE THÉÂTRE S.ENDEWELT p.5

CINÉMA ET FRONT POPULAIRE L.LAUFER p.5

LES « UNES » DE LA NAÏE PRESSE (MAI ET JUIN 36) p.6

MONDE

LES JUIFS ISRAËLIENS SONT-ILS RACISTES ? A.ELDAR p.3

MADE IN ALGERIA - GÉNÉALOGIE D'UN TERRITOIRE S.ENDEWELT p.3

HISTOIRE / MÉMOIRE

LE GHETTO DE VENISE A 500 ANS (HISTOIRE D'UN MOT) F.MATHIEU p.8

II. GAUCHE ALLEMANDE ET TRIOMPHE DU NAZISME :

UN JUGEMENT POLICIER FRANÇAIS (SUITE ET FIN) RC p.6

GRANDIR APRÈS LA SHOAH (JOURNÉE D'ÉTUDE) CBL p.7

CULTURE

LITTÉRATURE

JEAN COCTEAU SOUS TOUS LES ANGLES G.-G.LEMAIRE p.2

THÉÂTRE

NÉ SOUS UNE BONNE ÉTOILE S.ENDEWELT p.8

LIVRES

BERTOLT BRECHT ET FRITZ LANG DE D.BLEÏTRACH LU PAR B. COURRAUD p.7

FRONT POPULAIRE

1936-2016

LA GAUCHE FACE À SON HISTOIRE

Il y a 80 ans, les travailleurs rassemblés dans l'action, après la victoire électorale du Front Populaire, ont remporté une très grande victoire sur le Capital. Aujourd'hui, les salariés sont mobilisés contre la loi El Khomri et contre la politique économique d'austérité libérale de Valls et

Hollande. La PNM aujourd'hui, comme son ancêtre la Naïe Presse hier, est solidaire de leurs combats et leur souhaite plein succès. Le slogan du Front populaire, "le pain, la paix, la liberté", reste encore d'actualité. ■

Lire en pp. 4 à 6

le dossier "Front populaire"

Autour de Jules Ratz, devant le café Ratz, 7, rue Arsène-Chéreau à Montreuil-sous-Bois, des militants progressistes manifestent poings levés, un exemplaire de la Naïe Presse tendu.



© Coll. Pierre Osowitchi. Mémoires Juives - Patrimoine.

BERNARD FREDERICK

QUATRE VINGT ANS PLUS TARD...

Éditorial

La commémoration du 80^e anniversaire de la victoire du Front populaire, prend, dans le contexte actuel, une signification éminemment politique.

Si la situation de 2016 ne peut être comparée à celle de 1936, sous bien des aspects elle nous y renvoie. Nos aînés – dont des dizaines de milliers d'ouvriers immigrés juifs – combattaient sous le mot d'ordre : « *Le pain, la paix, la liberté* ».

Le pain, c'est le travail. La France crève du chômage. C'est pouvoir vivre de son salaire ou de sa retraite. Des millions de nos concitoyens n'y parviennent pas. C'est entretenir l'espoir d'une vie meilleure pour ses enfants. Nos jeunes sont dans la rue. Même diplômés, ils n'ont pas de travail !

La paix, c'est d'abord pouvoir vivre ensemble. Comme dans les années trente, les immigrés sont pointés du doigt ; la xénophobie atteint des sommets. C'est la solidarité entre les peuples. Elle est remise en cause par des barrières mises devant les réfugiés et un nouveau Munich de l'Europe face à la Turquie d'Erdogan.

La liberté, c'est le droit de dire son mot sur la chose publique ; le droit de défendre ses droits ; le droit de défendre son emploi. Des syndiqués sont traînés devant les tribunaux ; un pouvoir d'autorité confisque ses prérogatives à la représentation nationale et monopolise les médias.

Ah, j'oubliais : comme en 1936, le chef du gouvernement est socialiste. Enfin, membre du Parti socialiste...

Oui, mais le gouvernement Blum, malgré ses hésitations et ses fautes, et grâce à la mobilisation populaire, aux grandes grèves, aura laissé sa trace : augmentation générale des salaires ; congés payés ; 40 heures etc. Que laissera à l'histoire le gouvernement Hollande-Valls ? L'austérité, la régression sociale, la pauvreté. Pas une mesure que l'on pourrait célébrer.

Forcément, le ministre de l'économie ne se proclame « *ni de gauche, ni de droite* ». Pour sûr, il n'est pas de gauche !

Pourtant, quelque chose frémit dans ce pays. Le mouvement contre la réforme du Code du travail ne se tarit pas. Sur les places des

villes, chaque nuit, des milliers de personnes, beaucoup de jeunes gens et jeunes filles, tentent de trouver des voies et des formes nouvelles à la politique et à l'engagement.

Alors que dominant partout en Europe – sauf en Grèce et au Portugal – les forces les plus réactionnaires, le frémissement de ce printemps français pourrait être prometteur. La preuve, il est attaqué de toute part : du côté du pouvoir ; du côté de la droite et au premier chef, par les chiens de garde des rédactions.

Il y a comme on dit loin de la coupe aux lèvres. Restons prudents. Surtout, restons mobilisés et mobilisons plus largement. Souvenons-nous de ce qu'il a fallu d'efforts, de courage, de sens politique pour réaliser le Front populaire de 1936 et pour lui donner son caractère novateur.

Il n'y a aucun mal à être nostalgique : de la fête de 36 ; de nos petits « métiers juifs » en lutte ; des gloires du yiddish qui prêta ses couleurs à l'élan social d'alors. Aucun mal, si l'on puise dans ce passé qui ne passe pas de quoi redonner espoir. ■

JEAN COCTEAU SOUS TOUS LES ANGLES

par GÉRARD-GEORGES LEMAIRE

Réalisé sous la direction de Serge Linarès, le *Cahier de l'Herne** consacré à Cocteau est d'une richesse inouïe. Pas d'essais sur les différents aspects de sa création ; que des documents rares et parfois inédits. Un vaste ensemble nous permet de mieux saisir cette personnalité hors norme. Cocteau a laissé une œuvre aussi vaste que diverse. Poète, romancier, dramaturge, mémorialiste, critique d'art, artiste, cinéaste, *deus ex machina* d'un renouveau de la musique française avec le groupe des Six, inventeur du night club *Le Bœuf sur le toit*, qui a joué un rôle important dans la vie mondaine et culturelle du Paris des Années Folles, auteur enfin de livrets de ballets comme *Parade* d'Erik Satie (1917), ou *Les Mariés de la tour Eiffel* (1921). Rien cependant ne permet de mieux cerner sa personnalité polymorphe que la lecture de son roman, *Thomas l'imposeur*, paru en 1923. Cette fiction a un aspect autobiographique évident. Cocteau a réussi le tour de force d'exister entre l'académisme et l'avant-garde avec un rare talent de funambule.

À lire les témoignages des écrivains qu'il a connus, on voit que les relations avec ses pairs n'ont été ni simples ni sans nuages.

L'année 1910 est importante pour le jeune homme qui rencontre Proust et Mauriac. Il aura une courte relation épistolaire avec le premier qui fera de sa prose un bref pastiche qui, non dénué d'humour, n'est guère tendre. Quant à Mauriac, il évoque Cocteau avec un zeste d'ironie. En somme, Cocteau parvient à séduire – il est l'ami de Colette, dont on trouve ici un beau texte – et suscite l'admiration de Roger Martin du Gard mais ne parvient pas toujours à convaincre de la grandeur de son entreprise littéraire. Avec les artistes, c'est un peu différent. Rencontré en 1915, Picasso restera son ami jusqu'à la mort du poète. *L'Ode à Picasso*, parue en

1923, illustrée par le peintre, est la marque de cette relation forte. Cocteau entretient aussi des relations avec Braque et Alberto Savinio, et consacre un livre au frère de ce dernier, Giorgio de Chirico, à peu près à l'époque où Breton l'exclut du mouvement surréaliste (*Le Mystère laïc*, 1928).

Quand on fait le bilan de l'aventure de Cocteau, on s'aperçoit qu'il a plu à Brasillach, Kessel, Modiano et Montherlant, mais aussi à Mishima, Ionesco, Alejo Carpentier et Ezra Pound, pour ne citer que ceux dont on découvre les considérations dans ce *Cahier de l'Herne*. S'il ne fait pas l'unanimité, il réussit à force de volonté à

convaincre de son existence en marge de tous les courants marquants du siècle dernier. Certains l'ont franchement détesté, comme André Breton. Dans un long et très honnête article paru en 1960 dans *Les Lettres françaises*, Aragon explique comment il a, par attachement à son « clan », rompu avec celui qui était son ami, mais il renoue avec lui au milieu des années trente et le fait écrire dans son journal, *Ce Soir*, puis, après la guerre, dans *Les Lettres françaises*.

Bref, si vous voulez connaître Cocteau sous toutes ses facettes, ce *Cahier de l'Herne* vous sera indispensable. ■

* Cahier de l'Herne n° 113 : Cocteau (S. Linarès dir.), 544 p., 39 €

Quand Jean Cocteau a tenté de sauver max Jacob*

Début 1944, Max Jacob, vieux et malade, écrit à Picasso depuis sa retraite de Saint-Benoît-sur-Loire pour l'aviser de l'arrestation de sa sœur. Il est lui-même arrêté le 24 février et emprisonné à Orléans. Marcel Béalu prévient aussitôt André Salmon et Cocteau. Informé par Georges Prade, conseiller municipal de Paris, qui a reçu Salmon et Cocteau, Pablo Picasso se met aussitôt à disposition. Sacha Guitry se mobilise lui aussi. Cocteau rédige, sous les yeux de Prade, une supplique qu'il envoie à l'ambassade d'Allemagne : « Avec Apollinaire, il a inventé une langue qui domine notre langue et qui exprime les profondeurs. Il a été le troubadour de cet extraordinaire tournoi où Picasso, Matisse, Braque, Derain, Chirico s'affrontent et opposent leurs armoiries bariolées. [...] La jeunesse française l'aime, le tutoie, le respecte et le regarde comme un exemple... » En outre, Cocteau rédige une pétition où il déclare : « Depuis vingt ans, Max Jacob vit comme un moine auprès de la basilique de Saint-Benoît-sur-Loire et n'a gardé de contacts avec le monde que l'amitié innombrable des jeunes poètes et des grandes figures des lettres françaises. Son âge [...] et son attitude si longue, si noble et si digne nous obligent, par le cœur et par l'esprit, de tenter une suprême démarche afin de le rendre libre et de préserver une santé qui nous est chère. »

L'auteur du *Cornet à dés* est mort à Drancy le 5 mars. Cocteau note dans son journal : « Max Jacob est mort. C'est effroyable. Hier soir à dix heures, Prade me téléphone que sa libération est signée [...]. » Comme tous ceux qui ont tenté des démarches auprès du général von Stülpnagel ou de l'Hauptsturmführer Rodjhe, il aura appris la nouvelle avec dix jours de retard.

Cocteau a été un de ces collaborateurs vagues, qui a tout de même publié dans *La Gerbe* que dirige Alphonse de Châteaubriant, le président du groupe Collaboration. Il y écrit en décembre 1940 une *Adresse aux jeunes écrivains*. Ami intime d'Arno Breker, le sculpteur que chérit Hitler, il écrit sur son œuvre présentée à Paris dans les salles de l'Orangerie en 1942 : « Je vous salue, Breker. Je vous salue de la haute patrie des poètes, patrie où les poètes n'existent pas, sauf dans la mesure où chacun y apporte le trésor du travail national. ». Certes, il n'a rien fait de franchement répréhensible. Et il a entrepris cette pieuse démarche en faveur de son ami Max Jacob. A la Libération, le Comité national des écrivains ne l'incolpe pas. Cela étant dit, il commandera quelques années plus tard son buste et celui de Jean Marais à Arno Breker... ■

* Pour cette affaire, consulter *Max Jacob et Picasso*, catalogue de l'exposition du musée Picasso, RMN, 1994, 39€

Adieu Maya



J'ai connu Maya en 1973 au Planning Familial lors de la pratique, dans une conférence de presse, d'un avortement par aspiration aux grandes heures du MLAC. Nous multiplions alors ces actions interdites pour obtenir le droit à l'IVG...

Maya Surduts est née le 17 mars 1937 à Riga en Lettonie et morte le 13 avril 2016 à Paris. Femme rebelle, elle a participé aux grands combats du XXe siècle et est devenue une féministe historique. Son père physicien avec sa famille juive communiste émigre en France en 1938 et entre en résistance. Maya, petite fille appelée Mireille durant la guerre, n'oubliera jamais son identité juive qu'elle rappellera tout au long de sa vie militante. Réfugiée à Nice en 1942, la famille dénoncée à la Gestapo s'enfuit en Italie. En 1948, Maya et sa mère rejoignent son grand-père qui vit en Afrique du Sud à Durban dans le quartier juif de Seapoint. Elle fréquente le groupe sioniste *Habonim* et commence à militer avec sa mère contre les discriminations raciales. La jeune fille subit son premier avortement sur une table de cuisine. De retour en France, Maya étudie le russe et soutient le FLN aux côtés de Marceline Loridan, Régis Debray, Edgar Morin. En 1962, elle part militer aux États-Unis (2^e avortement clandestin) et participe à la grande Marche sur Washington pour l'emploi et la liberté de 1963. Elle s'engage auprès de Cuba comme milicienne. Là, elle connaît son 3^e avortement, légal, à l'hôpital. Durant ses 8 ans de séjour, elle déplore le peu de représentation de la population noire dans la Fonction publique et politique. Insurgée contre le lancement d'une campagne anti-homosexuelle, elle sera expulsée fin 1971. Elle rejoint en France le groupuscule Révolution ! Elle subit un 4^e avortement clandestin. En 1977, elle entre à la LCR et en anime la commission féminine jusqu'à son départ en 2009 avec la *Gauche unitaire*. Militante, dès ses débuts, du *Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception* (MLAC), elle crée aux côtés du *Planning Familial*, en 1990, la *Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception* (CADAC). Elle en devient la présidente, tout en étant la porte-parole du *Collectif national pour les droits des femmes* (CNDP) où elle se bat pour fédérer syndicats, associations, partis politiques. Ce travail réussit à faire inscrire dans la loi le délit d'entrave à l'IVG, en 1993. Maya est au cœur de l'organisation d'actions contre l'extrême droite et ses commandos anti-avortement. Avec le CNDP, la lutte contre les violences faites aux femmes obtient l'adoption d'une loi en juillet 2010.

Toutes celles qui l'ont côtoyée dans les luttes ressentent un immense vide. Par ses colères, par sa ténacité, par son action, Maya est irremplaçable. Après les attentats de janvier 2015, elle téléphonait devant un collectif assemblé en réunion à la Préfecture. « Ici Maya Surduts, vous direz au Ministère de l'Intérieur que nous souhaitons maintenir la manifestation annoncée par le Collectif. J'attends votre réponse... ». Embarrassée la réponse vint : manifestation autorisée !

La cérémonie d'adieux à Maya s'est ouverte sur les musiques qu'elle aimait : juive klezmer, jazz avec John Coltrane, puis cubaine. Première à témoigner, Marceline Loridan retraçait sa rencontre avec la jeune Maya, leurs années FLN pour l'Algérie, puis pour le Vietnam. Marceline bouleversée nous appelait à l'aimer comme elle-même l'avait aimée, évoquant, émue, la petite fille juive de Riga qui lui rendait souvent visite, et qui sera partie avant elle. ■ Laura Laufer

LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif
fondé en 1934

Editions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naië Presse*
(clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, **PNH**
depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM**
éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 061 4 G 89897

Directeur de la publication
Jacques LEWKOWICZ

Coordination

Bernard Frederick,
N. Mokobodzki, T. Alman

Conseil de rédaction

Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet,
Jeannette Galili-Lafon, Patrick Kamenka,
Nicole Mokobodzki, Roland Wlos

Administration - Abonnements

Secrétaire de rédaction
Tauba-Raymonde Alman

Rédaction - Administration

14, rue de Paradis
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : luje@orange.fr

Site : <http://ujre.monsite-orange.fr>

(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Etranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL

PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal

"pas comme les autres"

magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE

(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

Analyse de deux sondages récents

LES JUIFS ISRAËLIENS SONT-ILS RACISTES ? par Akiva Eldar*



D'après l'*American Pew Research Center* qui a analysé un échantillon de 5 601 Israéliens adultes, d'octobre 2014 à mai 2015, **près d'un juif sur deux (48%) est d'accord ou tout à fait d'accord avec l'idée selon laquelle les Arabes doivent être chassés ou expulsés d'Israël.**

D'après Pew, 71% des ultra-orthodoxes et 56% des traditionalistes sont favorables à un déplacement des Arabes. Certes, **les juifs laïques sont en majorité (58%) opposés à l'expulsion des Arabes** mais ils ne représentaient en 2013 que 43% de la population juive et la démographie ne joue pas en leur faveur. Chez les parents âgés de 40 ans et plus qui ont au moins 7 enfants, on compte 28% d'ultra-orthodoxes contre 5% de religieux et 2% de traditionalistes. En outre, les juifs israéliens dont un parent au moins a émigré de l'ex-Union soviétique dans les années 1990, sont plus religieux que leurs parents : 70% déclarent croire en Dieu, contre 55% chez leurs parents.

Le sondage du Pew inclut d'autres données qui attestent l'existence d'une tendance raciste au sein de la société israélienne : **79% des juifs estiment mériter un traitement de faveur par rapport aux non-juifs.** Explication : **la plupart des Israéliens (60% de ceux qui vivent à l'intérieur de la ligne verte), 85% de ceux qui vivent en Cisjordanie croient que Dieu a donné la Terre d'Israël au peuple juif.** Partant, l'État juif ne doit pas être considéré comme occupant [le territoire] d'un

autre peuple. Un argument qui vaut ce qu'il vaut. S'il n'y a pas d'occupation, inutile de se casser la tête avec ses implications morales ou de renoncer à des avantages pour y mettre fin. Il n'y a qu'à défendre le foyer juif, un point c'est tout.

De fait, le sondage du *Democracy Institute* établit que 56% des juifs sont, comme Avigdor Liberman, président d'*Yisrael Beiteinu* et ancien ministre des Affaires étrangères, d'avis que si l'actuelle vague de terrorisme se prolonge, c'est parce que le Premier ministre Benjamin Netanyahu prend trop de gants avec les Palestiniens.

Inversement, un Israélien sur deux ne partage ni la position du chef d'état-major Gadi Eizenkot, qui prône un usage modéré de la force armée pour enrayer la vague actuelle de terrorisme, ni celle du chef du renseignement militaire, le général Herzl Halevi, qui recommande d'améliorer la situation économique à Gaza et en Cisjordanie. Il y a, au sein de l'opinion juive, un large consensus (90%) pour considérer que les moyens actuellement utilisés par les Forces de Défenses d'Israël pour lutter contre le terrorisme sont tout à fait ou relativement moraux. La formule ressassée par des générations de dirigeants politiques ou militaires selon laquelle « l'armée israélienne est l'armée la plus morale du monde » correspond à une conviction profondément ancrée aujourd'hui dans toutes les couches de la population juive d'Israël.

De même, puisque Dieu a fait don aux

juifs de toute la terre d'Israël, comme le révèle Pew, l'opinion internationale n'est pas fondée à reprocher à l'État d'Israël les méfaits de l'occupation.

D'après *Democracy Institute*, une large majorité des sondés (90%, dont 53% qui votent pour le parti Meretz) approuvent la thèse selon laquelle les critiques de l'opinion internationale sur la conduite actuelle d'Israël sont infondées. Un très grand nombre explique ces critiques par l'antisémitisme. D'après Pew, plus des trois quarts des juifs d'Israël pensent que l'antisémitisme est largement répandu, voire gagne du terrain dans le monde entier et **91% déclarent qu'à long terme seul un État juif pourra assurer la survie du peuple juif.**

Daniel Bar-Tal, professeur de psychologie politique, a déclaré à *Al-Monitor*, le 6 mars, que l'opinion selon laquelle « le monde entier est contre nous », comme les autres phénomènes et tendances révélés par le sondage Pew, découlent de plusieurs convictions qui ont été enfoncées dans le crâne des juifs israéliens depuis la création de l'État d'Israël en 1948 : la Terre d'Israël est le foyer du peuple juif, qui a souffert dans la Diaspora – et l'État fondé sur cette terre est le seul État qui garantit la survie de celui-ci ; l'État est environné de nations arabes hostiles qui n'acceptent pas et n'accepteront pas la présence de l'État juif dans la région ; le peuple palestinien ne veut pas la paix ; les dirigeants palestiniens ne sont pas prêts à accepter de réels compromis et ont laissé passer toutes les occasions de parvenir

à un accord. Par conséquent, le caractère des Arabes étant ce qu'il est, nous devrions nous interdire toute initiative qui présente un danger ou une incertitude, y compris pour avancer dans la direction de la paix. Il est largement admis dans le monde entier que dans un contexte de menace permanente, la défense de la sécurité tant individuelle que collective est un atout pour la défense des valeurs morales et démocratiques.

Ce qu'il y a d'ennuyeux avec les résultats de ces deux sondages, selon Bar-Tal (qui se définit comme un sioniste de gauche), c'est qu'il y a **8% seulement des Israéliens juifs qui se disent « de gauche »** contre **37% qui se disent « de droite »**. Ce qu'il trouve réconfortant, c'est qu'une majorité d'entre eux se définissent comme **centristes**. La plupart de ceux-ci sont laïques (60%), mais avec un pourcentage appréciable d'ultra-orthodoxes (52%), de traditionalistes (49%) et de religieux (41%). « *Tout n'est donc pas perdu* », conclut le vénérable psychologue de la société israélienne. « *Avec le centre, on peut œuvrer pour la paix, mais la tâche est difficile et le temps est très limité.* » ■ Trad. NM

* Akiva Eldar, ancien rédacteur en chef de *Haaretz*, est aujourd'hui chroniqueur à *Al-Monitor*. Son dernier livre, *Les seigneurs de la Terre : Histoire de la colonisation israélienne des territoires occupés*, traduit en allemand, en arabe, en anglais et en français est un best-seller en Israël. (Éd. Seuil, 2013, trad. Charlotte Nordmann, 496 p., 25 €)

COLONIALISME

“MADE IN ALGERIA - GÉNÉALOGIE D'UN TERRITOIRE” AU MUCEM*

par SIMONE ENDEWELT

Une exposition exceptionnelle tant par ses documents inédits que par le regard nouveau porté sur l'Algérie et son territoire.

Remercions Zahia Rahmani, commissaire général de l'exposition, responsable du domaine Arts et mondialisation à l'Institut national d'histoire de l'art, qui s'est adjoint Jean-Yves Sarazin, directeur du département des Cartes et plans de la Bibliothèque nationale de France, pour cette originale et riche exposition sur la conquête et l'expansion française en Algérie, qui en montre, au travers de documents topographiques, « la généalogie » et « la subjectivité politique qui s'y est inscrite ». Les documents illustratifs ne sont pas des moindres puisqu'ils comptent, entre autres, des photos du célèbre photographe algérien Mohamed Kouaci**, des œuvres contemporaines de Mohammed Dib, des documents de Gaston Revel*** et bien d'autres tout aussi essentiels, dessins, peintures, photos, installations, de plus jeunes générations. Le Musée national des Châteaux de Versailles et de Trianon a

également prêté des huiles sur toile fort intéressantes.

Précieuse exposition qui montre « *La fabrique coloniale d'un territoire* » et met en évidence « *ce long processus qu'a été l'impossible conquête de l'Algérie* », tout en créant « *une nouvelle histoire de la représentation de l'Algérie* ». Regards actuels pour inviter les jeunes générations françaises et algériennes à ouvrir une page respectueuse tournée vers ce magnifique pays. Pour la première fois peut-être cette exposition montre le lent processus d'une colonisation, comment l'on conquiert puis s'approprie un territoire, depuis le relevé bien en amont de cartes par des militaires jusqu'au déplacement forcé des populations, pour aboutir à la destruction « *des lieux d'implantation originels* », « *la suppression des structures existantes* », la transformation du « *tissu urbain sur le modèle des villes du Nouveau Monde* », le remodelage de l'Alger ottomane et l'établissement d'une nouvelle ville portuaire.

Puis, à partir de 1842, c'est l'implantation en masse des colons, une adminis-

tration destinée à encadrer les populations locales (le Gouvernement général a été créé en 1844). La boucle est bouclée, bouleversant « *le mode de vie et l'économie agricole des autochtones et transformant leurs paysages* ». « *En 1848, l'Algérie est annexée à la France et divisée en trois départements : Oran, Alger et Constantine.* »

Loin de l'idée répandue que la France a apporté la « civilisation », les routes, l'éducation « *à ces pauvres analphabètes* », c'est au contraire une destruction de leur culture, communication, infrastructures, urbanisme qui a été opérée pour que l'extension d'Alger soit perçue comme une nouvelle ville européenne avec sa nouvelle ligne de chemin de fer.

En contrepoint, l'exposition montre la déportation des miséreux de France « *organisée pour briser une insurrection imminente en 1848.* » Ajoutons à cela une image de l'Algérie post-indépendance.

Cette exposition, essentielle, mérite de faire le tour de France et le tour du monde. ■



* Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, 7 Promenade Robert Laffont 13002 Marseille, jusqu'au 8 mai. Tel 04 84 35 13 13. Catalogue 240p. 160 illustrations 35 €

** Mohamed Kouaci (1922-1996) membre de l'ALN

*** Gaston Revel (1915-2001) instituteur communiste, conseiller municipal de Bougie (Bejaïa) élu dans le second collège électoral – réservé aux Algériens – sur une liste locale UDMA/ PCA/ progressistes (cas presque unique en Algérie), responsable de l'Union locale CGT et correspondant d'Alger *Républicain* dirigé par Henri Alleg. On lira de lui, avec plaisir, *Un instituteur communiste en Algérie, l'engagement et le combat (1936-1965)*, La Louve Éd., 2013, 352 p., 27 €.



POUR LA PAIX, LE PAIN, LA LIBERTÉ - Il y

Les 26 avril et 3 mai 1936, le Front populaire, constitué un an plus tôt, remporte une victoire historique aux élections législatives. Avec 57 % des suffrages exprimés au premier tour, il envoie siéger à la Chambre des députés, au second, un total de 386 députés sur 608, dont 147 pour la SFIO et 72 pour le PCF qui double ses suffrages par rapport au scrutin de 1932.

« Le parti communiste pouvait légitimement apparaître comme le grand vainqueur de la consultation : avec 1 500 000 voix, il doublait ses suffrages de 1932. »

La victoire est le produit direct du rassemblement des forces de gauche qui n'a cessé de progresser depuis 1934, en réponse aux émeutes provoquées par les ligues fascistes (6 février 1934), avec pour point d'orgue la manifestation de 500 000 personnes le 14 juillet 1935. C'est au cours de celle-ci qu'a été fait le « Serment », écrit par Jean Guéhenno, André Chamson, et Jacques Kayser, de rester unis et de se battre jusqu'à la victoire pour « Le pain, la paix, la liberté ».

Le 4 juin 1936, présidé par Blum, le Conseil des ministres est en place. Pour la première fois, il comporte trois femmes alors qu'elles n'ont pas encore le droit de vote : Suzanne Lacore, Irène Joliot-Curie et Cécile Brunschvicg. Autre innovation qui va compter plusieurs semaines plus tard, Léo Lagrange, 36 ans, est nommé sous-secrétaire d'État aux Sports et aux Loisirs. La droite raille ce « ministère de la paresse ». Elle déchantera. Le succès rend à la classe ouvrière avec sa combativité sa dignité. Le 11 mai, 600 ouvriers et 250 employés des usines Breguet du Havre arrêtent le travail. L'usine est occupée. Les dockers se solidarisent avec les grévistes. Le 13 mai, c'est au tour des usines Latécoère, à Toulouse, puis le 14 de celles de Bloch, à Courbevoie. Le mouvement se répand comme une traînée de poudre.

LES OUVRIERS IMMIGRÉS JUIFS DANS LES GRÈVES

PAR BERNARD FREDERICK

Les métiers juifs (maroquinerie, confection, fourrure, boulangerie, chapellerie etc.) prennent une part active aux mouvements revendicatifs que connaît la France en 1936. Ils sont même quelque peu en avance. En 1932, 500 ouvriers fabriquant des manteaux de cuir débrayent pendant quatre semaines. Deux ans plus tard, c'est la grève des boulangers. En novembre 1935, ce sont les 43 ateliers des Galeries Lafayette qui sont en grève ; en juin-juillet, ceux du vêtement en caoutchouc.

La réunification de la Cgt et de la Cgtu, en 1936, donne un nouvel élan aux sections syndicales juives. En mai 1936, on en compte 22 sections, pour 19 000 syndiqués.

Le mouvement de grève débute le 4 juin 1936 chez les cordonniers, gagne les tailleurs le 8, les bouchers, les maroquinières le 9. Les ouvriers de la confection et du cuir forment un comité de grève le 10. Les tricoteurs occupent les ateliers le 13, les coiffeurs, les ouvriers façonniers de la confection débrayent le 15. La *Naïe Presse* (voir p. 6) popularise et

encourage le mouvement. Son tirage croît. En mai 1936, on estime son lectorat à 20 000. Les ouvriers immigrés juifs obtiennent des augmentations de salaire, la réduction des horaires de travail. Comme l'ensemble des

travailleurs de France, ils gagnent des lois sociales, les congés payés...

C'est la première fois que les émigrés juifs combattent côte à côte avec les ouvriers français. À une époque où la xénophobie des ligues fascistes et d'une partie de la droite sévit, c'est une victoire significative pour tous les travailleurs et au-delà pour le peuple français.

L'arrivée au pouvoir du Front populaire améliore aussi la situation des nombreux clandestins, en particulier des réfugiés politiques : autorisations de travail, amnistie concernant les séjours



Le stand du YASK à la Fête de l'Humanité à Garches en 1936

irréguliers. Les expulsions cessent, les contrôles sont assouplis et les naturalisations s'accélérent. Hélas, pas pour longtemps : la chute du Front populaire et l'arrivée de Daladier au pouvoir, en 1938, allait mettre fin à cette

embellie. Dans l'effervescence de 36, toutes les organisations progressistes du monde yiddish liées à la Section juive de la M.O.I. connaissent un rapide développement. Toutes contribuent à l'unité d'action et à la création dès 1935 du Mouvement populaire juif qui unifie communistes et non communistes, jusqu'au Consistoire lui-même. La même année, les jeunes constituent un comité de coordination entre le YASK (*Yiddisher Arbeter Sport Klub*), l'AYK (*Arbeter Yugend Klub*), et les organisations de jeunes sionistes *Kampf*, l'UJJ

(*Union de la jeunesse juive*) et *Shalom Hek Halouts*. Le YASK jouera un grand rôle dans l'engagement des jeunes juifs dans la guerre d'Espagne (nous y reviendrons dans notre livraison de juin).

L'*Arbeter Orden* (L'Ordre ouvrier), créé en 1933, apporte aux travailleurs juifs une aide sociale et médicale notamment à travers l'antenne qu'il possède au... 14 rue du Paradis, déjà ! avant de fonder un dispensaire *L'aide médicale* dont Simon Cukier (Alfred Grant), une des grandes plumes de la *Naïe presse*, allait prendre la direction en 1935.

Les années du Front populaire marquent un prodigieux essor de la langue et de la culture yiddish en France. La *Kultur Ligue* (KL), fut à l'initiative du *Congrès mondial de la défense de la culture juive* qui s'ouvre le 15 septembre 1937, salle Wagram à Paris, devant 4 000 personnes et des délégations venues de 23 pays des 5 continents.

Ainsi, la résistance des juifs de la M.O.I. au nazisme commence-t-elle aussi avec le Front populaire. ■

LE FRONT POPULAIRE ET L'ÉCONOMIE - Un bilan

par JACQUES LEWKOWICZ

Le Front populaire qui a gagné les élections législatives de 1936 est une alliance de trois partis, SFIO, Parti radical-socialiste, PCF, ce dernier soutenant le gouvernement sans y entrer, avec un ensemble d'autres petits mouvements.

Le programme du Front populaire en matière économique comporte la réforme de la Banque de France, pour la soustraire à l'influence de ses 200 plus gros actionnaires, une politique de relance de la production par la consommation, la réduction de l'épargne liquide non investie dans la production, la réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire, un plan de grands travaux d'utilité publique, la création d'un Fonds national de chômage et d'un régime de retraite pour les vieux travailleurs, la mise en place d'un Office national des céréales destiné à stabiliser les prix agricoles.

Ce programme économique peut être qualifié de modéré. Il a néanmoins été accepté par le PCF, guidé par un souci de compromis en vue de l'union face au danger fasciste.

À son arrivée au pouvoir, le Front populaire hérite d'un budget déficitaire, d'une balance commerciale déséquilibrée et d'un chômage élevé.

Dans les semaines qui suivirent les élections, un mouvement de grève et d'occupation d'usines se met en place. Près de deux millions de travailleurs débrayèrent, paralysant le pays. Le patronat s'empressa de négocier sous l'instigation du gouvernement dans le but d'obtenir la reprise du travail.

Le 7 juin 1936, les accords de Matignon furent signés par la Cgt et le patronat. Ces accords mettaient en place, entre autres, le droit syndical, et prévoyaient une hausse des salaires de 12 % en moyenne. Quelques jours plus tard, les congés payés de deux semaines furent instaurés avec des billets de train à prix réduits et la semaine de travail passa de 48 à 40 heures.

La retraite des mineurs est votée ainsi qu'une loi sur les allocations chômage. Des nationalisations eurent lieu dans l'aéronautique, l'armement puis dans les chemins de fer. La Banque de France est mise sous la tutelle de l'État. Un budget de vingt milliards de francs est adopté pour de grands travaux. L'Office national interprofessionnel du blé est créé. Un accord monétaire est signé avec la Grande-Bretagne et les USA qui aboutit à une dévaluation (diminution de la valeur du franc exprimée en monnaie étrangère) de 26 % destinée à favoriser les exportations afin de développer la production, mais qui renchérit les importations. Le gouvernement renonce au contrôle des capitaux (qui aurait permis d'éviter la spéculation contre le Franc), condition pourtant nécessaire à une forte dévaluation. A l'été 1937, il dut faire face à diverses difficultés qui le poussèrent à dévaluer à nouveau le Franc, le 17 septembre. Le 24 février 1937, il décide également une pause dans les réformes ; des réformes importantes comme celles des retraites sont alors abandonnées.

Si le Front populaire constitue un incontestable succès sur le plan de la satisfaction des revendications sociales, cette réussite est limitée par les difficultés qu'il laisse dans le domaine financier. Mais il serait injuste d'attribuer celles-ci au caractère trop audacieux des mesures prises par le Front populaire alors qu'elles sont dues, au contraire, à leur caractère timoré. Ainsi en est-il du refus de la proposition communiste d'instaurer un prélèvement sur les grandes fortunes, de l'acceptation des dévaluations, responsables de l'inflation, imposées par les gouvernements anglo-saxons, du renoncement au contrôle des capitaux, ainsi que de la pause qui n'a pas réconcilié le patronat avec le Front populaire, contrairement aux espérances, tout en provoquant l'hostilité des classes populaires. ■

A 80 ANS LA VICTOIRE DU FRONT POPULAIRE

On comptera jusqu'à 12 000 grèves, dont 9 000 avec occupation et 2 millions de grévistes. La philosophe Simone Weil parlera de « grèves de la joie ». Des bals s'organisent dans les usines ou les grands magasins, des compagnies de théâtre s'y produisent.

Les accords de Matignon, signés dans la nuit du 7 au 8 juin, aboutissent aux premiers congés payés (2 semaines) et à la semaine de travail de 40 heures au lieu de 48.

La timidité du gouvernement Blum en matière financière, économique et en politique étrangère – la non intervention en Espagne – aura malheureusement raison du Front populaire. Blum sera remplacé à Matignon par le radical Édouard Daladier, futur négociateur des accords de Munich.

Par dizaines de milliers, les immigrés juifs d'Europe centrale ont pris part aux grèves et aux mouvements démocratiques et antifascistes, aux côtés de leurs camarades français. ■ BF

L'AGIT-PROP, COMBAT ANTICAPITALISTE, RÉVOLUTIONNE LE THÉÂTRE

Révolution totale du théâtre, des modes d'expression artistiques et des moyens de production et de diffusion

Exit les scènes traditionnelles, les histoires de cocus et la lorgnette des bourgeois. Le théâtre, même s'il existe déjà une tradition de théâtre ouvrier, s'ouvre aux masses. L'agitation et la propagande exigent de nouvelles écritures dramaturgiques, de nouvelles formes de jeu théâtral, de nouvelles scénographies, de nouveaux lieux de représentations, un nouveau public : formes courtes, saynètes, chœurs parlés ; l'acteur-vedette, le régisseur disparaissent pour laisser place au travail collectif, à l'improvisation, à une égalité des intervenants. Pas de rôles subalternes. Chacun doit être l'artisan, le constructeur, le créateur du spectacle et être force de propositions. Les formes de jeu reposent sur une interdisciplinarité, utilisent l'art du grotesque et de la dérision, doivent être percutantes, incisives. Il n'y a plus de rideau, de rampe. Le théâtre se fait au milieu des spectateurs, investit les places, les rues, les usines, les meetings, les cours d'immeuble... avec ses tréteaux rudimentaires, sans décors ni effets scéniques compliqués, et s'adresse aux ouvriers, traitant de thèmes relatifs à leurs conditions de vie difficiles et les appelant à la lutte. Suivant le contexte historique des pays, l'*agit-prop* contient ses propres particularités. D'URSS, elle se diffuse en Allemagne via le théâtre prolétarien d'Erwin Piscator, membre du parti communiste, puis en Pologne où il existait une tradition de théâtre ouvrier juif depuis le XIX^e siècle et où la répression contre le théâtre d'*agit-prop* dirigé par les communistes fut très forte, en Roumanie, aux USA, et en France dans les années trente jusqu'au Front populaire.

En France, pas moins d'une centaine de groupes d'agit-prop dans les luttes sociales dont Octobre, dirigé par Jacques Prévert, et Mars sont les plus importants

Issu du groupe *Prémices* de la Fédération du théâtre ouvrier de France (FTOF*), *Octobre* regroupe amateurs, ouvriers, employés, instituteurs. Cette troupe monte les premiers textes de Jacques Prévert : « Vive la presse », « La bataille de Fontenay », « Citroën »... parus dans « La scène ouvrière », la revue de la FTOF. Ses principaux animateurs sont Jean-Paul Dreyfus dit Jean-Paul Le Chanois*, cinéaste et homme de



Le groupe Mars au Mur des Fédérés en mai 1936 : Charles Dinerstein, Simon Lichtenstein, Sarah Rochwoger, Nathan Korb (Francis Lemarque), Henri Fuchs, Michel Rochwoger.

théâtre français, syndicaliste dans le milieu du cinéma, Suzanne Montel, le frère de Jacques Prévert, Pierre. Y sont présents Jean-Louis Barrault, Mouloudji, Roger Blin... Le groupe *Octobre* se rend à l'Olympiade du théâtre ouvrier en URSS en 1933 avec un autre groupe d'*agit-prop*, celui de Bobigny.

Nathan Korb, alors âgé de 17 ans, ouvrier d'usine depuis l'âge de 11 ans, duettiste avec son frère Maurice, adepte avec d'autres camarades juifs et communistes du groupe *Mars* dans le 11^e arrondissement de Paris, deviendra le célèbre auteur-compositeur-interprète Francis Lemarque. Le groupe dira des chœurs parlés provocateurs devant le mur des Fédérés et participera en 1935 au tournage du film *Le crime de Monsieur Lange* de Renoir, avec

d'autres acteurs du théâtre ouvrier, Sylvain Itkine, Maurice Baquet...

Des organisations politiques et syndicales très structurées qui ont leurs propres revues et journaux, organisent, fédèrent, publient et diffusent les écrits d'artistes engagés, compagnons de route du parti communiste, juifs pour un certain nombre, et produisent les groupes de théâtre.

Elles ont des ramifications à l'international, notamment avec le *Komintern*, les troupes *Blouse Bleue*, TRAM (du russe *Teatr RAbochey Molodyozhi* : Théâtre de la jeunesse ouvrière). En France, la FTOF dont Vaillant-Couturier est proche, est créée comme section française de l'UITO** en janvier 1931. Le théâtre d'*agit-prop* « comme transformation du théâtre ouvrier » est un théâtre militant « qui attire les jeunes, les ouvriers les plus défavorisés et les représentants des minorités opprimées ». Il est dirigé par les partis communistes nationaux en lien avec l'IC*** et l'UITO. L'*agit-prop*, forme structurelle et conjoncturelle porteuse d'espoir, disparaît en 1936 avec l'avènement du Front populaire. La FTOF se transforme en UTIF****. On retrouvera ces artistes militants dans tous les mouvements de libération ultérieurs. ■ S. Endewelt

* FTOF : Le Chanois en devient secrétaire général en 1934. Elle participe à des meetings et manifestations dans une période de préparation du Front populaire et de mobilisation intense antifasciste des intellectuels et artistes. Léon Moussinac participe à la FTOF antifasciste.

** UITO Union Internationale du Théâtre Ouvrier

*** IC Internationale communiste ou Komintern

**** UTIF Union du Théâtre Indépendant de France

CINÉMA ET FRONT POPULAIRE

Marceau Pivert (gauche de la SFIO) responsable au gouvernement de la radio, la propagande et du cinéma, veut « développer le progrès social par le cinéma, réagir contre les documentaires à tendance fasciste ». L'idée de nationaliser le cinéma est dans l'air. Ses salariés veulent un statut professionnel. Ils obtiennent une convention collective. Avec la réunification *Cgtu-Cgt*, Jarville (*Pcf*) crée la *Cgt* du spectacle et la grande cinéaste Germaine Dulac (féministe, pivertiste) la *Cgt* réalisateurs. L'idée du Festival de Cannes est lancée par Jean Zay* qui proposa aussi le premier texte de loi réglementant le contrôle des recettes. Une fois Marceau Pivert exclu de la SFIO et du Cabinet, nationalisation et carte professionnelle ne voient pas le jour faute de volonté politique. Le gouvernement de Vichy, contrôle et éradication des Juifs obligent, créera cette dernière.

Le groupe *Octobre* joue dans les usines en grève. Des films militants**, exclus des salles, circulent dans les meetings et les ciné-clubs tournés par les amis de Dulac, Marceau Pivert, Ciné Libertés (*Pcf*, Daquin, Le Chanois, Becker...).

On y voit grèves, manifestations, meetings, questions sociétales, soutien à l'Espagne, antifascisme. Le ciné-club de Moussinac, *Les Amis de Spartacus*, compte 12 000 membres. Dulac préside la Fédération des ciné-clubs et fonde avec Renoir *L'association Mai 36* qui rapproche intellectuels et ouvriers, communistes et socialistes. Sur 450 films montrés en salles, on voit peu de figures ouvrières et paysannes, de questions sociales : *La Terre qui meurt*, *La Fin du jour*, *Grisou*, *Prison sans barreaux*, *La Marche de la faim*, *Le Temps des cerises*, *Les Bâtisseurs*...

Gagnants de la loterie, les chômeurs de *La Belle Équipe*****, dont un réfugié espagnol vite expulsé, achètent une guinguette. Nos amis vaincront-ils séparation et rivalité amoureuse ? Deux fins furent tournées : noire, choix de Duvivier, rose, choix de la production !

Les films de Renoir Jean Renoir rejoint l'AEAR**** mais n'entrera jamais au *Pcf* qui décide de lui confier une chronique régulière dans *Ce soir* et la supervision du film de sa campagne électorale des législatives, *La vie est à nous*.

Dans le *Crime de Monsieur Lange*, film libertaire écrit par Jacques Prévert (où joue le groupe *Octobre*), les ouvriers d'une imprimerie en faillite fondent une coopérative et couvrent Lange qui a tué le patron ! *Les Bas-fonds* d'après Gorki, produit par Alexandre Kamenka, vaut à Renoir un triomphal voyage en URSS.

La Marseillaise, tournée pour les 150 ans de 1789, reçoit le soutien moral du gouvernement. L'idée du film vient du *Pcf* : l'historien Jean Bruhat conseille Renoir. La *Cgt* lance une souscription, et offre les figurants, mais Renoir devra trouver d'autres fonds. *La Marseillaise*, superbe fresque, ouvre au genre historique une nouvelle voie. L'action couvre du 14 juillet 1789 à septembre 1792 (Valmy) : les Fédérés de Marseille viennent défendre l'Assemblée et prendre les Tuileries. Le film défend une histoire vivante où le passé est acteur des questions politiques de 36. L'hymne *La Marseillaise* y promeut l'élan d'union nationale et populaire. On y voit la main tendue aux catholiques de Thorez, la nécessité de lutter contre les Prussiens (les bottes nazies), les femmes dans la lutte, l'idée que la Révolution

PAR LAURA LAUFER

n'est pas un putsch mais une action collective qui grandit à son rythme.

Renoir fait vivre non pas les « grands hommes » mais une mosaïque de figures du peuple et l'élan collectif traverse le film. Renoir oppose la langue châtiée au parler naturel : des acteurs de théâtre (Comédie française) jouent les aristocrates, et les acteurs marseillais de Pagnol incarnent le peuple.

La Grande Illusion et *La Marseillaise* datent tous deux de 1937. Le premier est pacifiste, les classes sociales divisant les hommes plus que les nations. Le second défend la Nation. *La Marseillaise* sortira après le Front populaire et le film connaîtra un échec. En 1938, *La bête humaine* de Renoir et *Le jour se lève* de Marcel Carné nous entraînent déjà dans une nuit noire où le crime tient la première place... ■

* Cf. « Jean Zay au Panthéon » de N. Mokobodzki in *PNM* n° 325 d'avril 2015, page 8

** Dont un grand nombre produit par des unions syndicales (cf. www.cinearchives.org)

*** *La Belle Équipe* de Duvivier est sortie en salle en version restaurée le 6 avril dernier. Celle de *La vie est à nous* sort en juin prochain.

**** Association des écrivains et artistes révolutionnaires



Histoire

POUR LA PAIX, LE PAIN, LA LIBERTÉ - IL Y A 80 ANS LA VICTOIRE DU FRONT POPULAIRE

FRONT POPULAIRE ET NAÏE PRESSE

En page 4, nous disions : "La Naïe Presse popularise et encourage le mouvement [du Front Populaire]..." Rappelons qu'elle fut créée en janvier 1934* et qu'à l'été 36, on estimait son lectorat à 20 000 personnes pour un tirage de 5 000 exemplaires. C'est dire si ce mouvement fut suivi avec enthousiasme ! Ci-contre, en témoignent deux fac-simile de "Unes" de ce quotidien en langue yiddish : celle du 4 mai 1936, titrant GRANDIOSE VICTOIRE et celle du 13 juin 1936 acclamant le VOTE DE LA LOI DES 40 HEURES PAR 385 VOIX CONTRE 175 ! ■

* Pour en savoir plus sur la Naïe Presse, se référer à la PNM n° 271 de décembre 2009, qui à l'occasion du 75° anniversaire de ce titre, en retraçait l'historique. Extrait : "Depuis dix ans en France, des parutions communistes yiddish, régulièrement interdites, luttent contre une extrême droite de plus en plus vindicative : le bimensuel Arbeter Shtime (La Voix ouvrière) de 1923 à 1929, le bihebdo Emes (La Vérité) de 1930 à 1932 et, en 1933, Der Morgen (Le Matin) qui ne sort que trois fois par semaine. Puis, naît un quotidien, la Naïe Presse qui paraîtra de 1934 à 1993, créé par Léo Weiss, Faiwel Schragar (Korn), Louis Gronowski-Brunot (Lerman)." ...

Translittération (traduction) de quelques titres

- 1. Grandiezer zig foun folk-front (grandiose victoire du Front populaire)
2. tsechmetrndike mapoule foun reaktionern lager (déconfiture du camp réactionnaire)
3. folk-front vet hobn in naïem parlament 388 depoutatn (le Front populaire aura 388 députés dans le nouveau Parlement)
4. sotsialistn - 146 depoutatn, radikaln - 115, komounistn - 72
5. in pariz zenen oisgevailt gevorn 16 komounistn (à Paris, ont été élus 16 communistes)

- 6. guezets foun 40-chouïke arbet-vokh (loi des 40 heures de travail hebdomadaires)
7. bachtetikt mit 385 chtimen kegn 175 (a été ratifiée par 385 voix contre 175)
8. premier leon bloum entfert id rekhte depoutatn (le Premier ministre Léon Blum répond aux députés de droite)
9. 1500 mener-konf. arbeter in chtraïk (1500 travailleurs de la confection pour hommes en grève)
10. farzamloung foun antreprenarn bachlist an alg. chtraïk (la réunion des entrepreneurs [en confection] décrète une grève générale)



II. GAUCHE ALLEMANDE ET TRIOMPHE DU NAZISME : UN JUGEMENT POLICIER FRANÇAIS

Ce document de 1933 provient des archives de la Préfecture de police*. Fourni par Annie Lacroix-Riz, il illustre particulièrement bien son article paru dans la PNM n° 333. Son début a été publié dans la PNM n° 335. En voici la suite et fin. Rappelons pour mémoire l'animosité de l'appareil d'État policier envers le communisme.

(suite PNM n° 335, fin du 2e document illustrant l'article d'Annie-Lacroix-Riz, "Pourquoi le fascisme")

« Le rôle et le sort des communistes et des socialistes allemands.

(...) Ces événements ont du reste démontré que les chefs, sur les déclarations desquels se fondaient les espoirs d'une grande partie de l'opinion étrangère dans l'avenir de la République allemande, n'avaient pas la foi. Ils n'ont su que s'incliner ou fuir comme Braun, Grzesinski, Breitscheid, Dittmann, Crisperein, Noske, Bergemann à moins qu'ils n'apportassent au nouveau régime une adhésion plus ou moins voilée comme Leipart, Grassmann, Tarnow, Wels, Stampfer, Hilferding. On se souvient de la soumission sensationnelle du chef socialiste Wels et de la déclaration en date du 21 mars du comité directeur de l'Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund (Confédération générale du Travail) consentant à son incorporation - repoussée avec mépris - à l'organisation syndicale du IIIe Reich. La fédération des employés socialistes (Afa Bund) et la Fédération des fonctionnaires socialistes (l'Allgemeiner Deutscher Beamter Bund) ont suivi le même chemin et les treize cent mille membres des organisations sportives ouvrières ont été livrés par leurs chefs au régime hitlérien. Il n'est pas jusqu'à la Reichsbanner, faite pour défendre la République, qui ne soit spontanément tombée en morceaux. Elle comprenait pourtant un million de membres encadrés. Mais ceux qui connaissaient les affaires d'Allemagne savaient fort bien que la combativité de ces troupes, conduites par des bureaucrates, était à peu près nulle et qu'il était imprudent de faire fond sur elle. La Reichsbanner avait reçu de ses adversaires le surnom

de Papenhelm (Casque de carton). Quant aux sections de la Jeunesse socialiste, elles ont été transformées en d'innocentes associations de tourisme, malgré une méritoire opposition d'Erich Schmitt, chef de la section de Berlin.

La soumission totale de la social-démocratie n'a, du reste, pas empêché entièrement les représailles et les sanctions. L'ex-ministre Sollmann a été sérieusement malmené à Cologne. Les leaders syndicalistes Leipart, Grassmann et Wissel ont été arrêtés, bien qu'ils eussent donné leur adhésion aux entreprises hitlériennes. Le chef de la Reichsbanner, Holtermann en fuite, est recherché. C'est pourtant sous son administration exactement le 6 avril que le district Berlin-Brandebourg de la Reichsbanner avait défini l'attitude de l'organisation d'une manière qui devait, de toute évidence, donner satisfaction aux Nazis. Ce district avait, en effet, le 6 avril adressé à ses sections une circulaire où il est dit en particulier :

- « Il nous reste trois possibilités :
• L'emploi des méthodes violentes des communistes. Mais il est clair pour chacun de nos camarades que ces méthodes sont criminelles et qu'elles doivent être laissées de côté.
• L'abstention.
• La recherche d'une collaboration dans le cadre de la vie pratique.

Depuis des années nous portons dans nos cœurs la foi en l'Allemagne et en l'avenir de l'Allemagne. C'est pourquoi nous réclamerons notre place dans la vie nouvelle de l'État allemand et nous ferons pour l'Allemagne ce qu'elle attend de nous : notre devoir. Le comité

directeur négocie avec les services compétents au sujet de l'activité de notre association. Les points suivants sont fondamentaux : culture de l'amitié; aide aux anciens combattants; éducation de la jeunesse, préparation militaire; service du travail volontaire. »

Voilà tout ce qu'a pu trouver une organisation d'autodéfense socialiste, faite pour protéger le régime républicain, au moment où ce régime s'effondre. Même attitude de l'organisation sportive ouvrière. La Zentral Kommission für Arbeitersport und Koerperpflege a fait paraître la déclaration suivante : « La Commission centrale sportive ouvrière affirme qu'elle est prête à collaborer loyalement sous le régime national au bien du peuple. Elle est d'avis que cette collaboration doit avoir lieu sur une base neutre. Les associations sportives ouvrières sont disposées à s'incorporer sans réserve dans l'organisation sportive de l'État et à faire pour cela tous les sacrifices nécessaires. Elles font appel à l'esprit chevaleresque du nouveau gouvernement, sans renier lâchement leur ancienne position. Pour elles, faire du sport était servir le peuple. Il en sera encore ainsi à l'avenir. »

Tant de platitude ne devait servir à rien. La collaboration offerte a été dédaignée, les organisations balayées, les chefs écartés et méprisés. Le nouveau régime fait tout par lui-même et construit tout à partir de sa base. Mais les troupes socialistes ? Les troupes pouvaient-elles aller contre la consigne d'en haut? Que l'attitude des chefs ait pu irriter quelques militants, cela est possible. Mais ceux-ci ont été impuissants au milieu du découpage et de la lâcheté universels, et

nulle réaction, si minime soit-elle, ne s'est produite. Il est évident que la trahison des chefs a brisé toutes les énergies disposées à s'employer. Elle les a brisées aussi pour l'avenir et elle a été ainsi plus néfaste pour le républicanisme et le libéralisme allemands que les batailles malheureuses qui auraient pu être livrées. » ■ (fin)

* Source : Renseignements Généraux Sûreté nationale SN JC5. A. 4509, Paris, 18 mai 1933, F7 (fonds police générale), vol. 13430, Allemagne, janvier-juin 1933, Archives nationales, dactylographié, 7 p., in extenso.

Erratum : Le bas de la 2e colonne du début de cet article paru en avril n'aurait pas dû être en italique.

MÉMOIRE

À vos agendas !

- Sam. 21 mai 2016, 15h au "14" - Projection-débat en hommage aux combattants du soulèvement du Ghetto de Varsovie, organisée par l'UJRE en ses locaux.
• Vendredi 27 mai 2016 : Journée Nationale de la Résistance. L'UJRE et MRJ-MOI vous accueilleront de 10h. à 18h30 au Village des associations, devant la Mairie du 19e de Paris.
• Sam. 4 juin 2016, 14h15 - Mont-Valérien, Suresnes (92) - Cérémonie d'hommage solennel, du Souvenir et de la Fidélité aux fusillés du Mont-Valérien et à toute la Résistance, devant le Mémorial de la France Combattante puis dans la clairière et au Monument du Souvenir des Fusillés.
• Dim. 5 juin 2016, 10h30 - Cimetière parisien de Bagneux (92) - Cérémonie du souvenir en hommage aux combattants juifs étrangers engagés volontaires morts pour la France au cours de la Seconde Guerre mondiale, organisée par l'Union des engagés volontaires anciens combattants juifs 1939-1945, leurs enfants et amis.

“BERTOLT BRECHT ET FRITZ LANG, LE NAZISME N'A JAMAIS ÉTÉ ÉRADIQUÉ”

de DANIELLE BLEITRACH

lu par BÉATRICE COURRAUD

Danielle Bleitrach, sociologue, se penche dans un nouveau livre sur les travaux de deux intellectuels antinazis : Brecht et Lang, dont la rencontre a lieu à Berlin puis en exil, aux États-Unis où ils retrouvent Hanns Eisler, le musicien. Ensemble, ils réalisent un film sur l'assassinat d'Heydrich, le bourreau de Prague : *Les bourreaux meurent aussi*. Heydrich est l'un des organisateurs de la « Solution finale ». Dans le film de Fritz Lang, les cloches des horloges carillonnent à intervalles réguliers, ponctuent les événements dramatiques. Le célèbre compositeur Hanns Eisler en est le maître d'œuvre. Nous sommes à Prague en 1942 et Reinhard Heydrich, le *ReichsProtektor* de Prague va être assassiné par la résistance tchèque le 27 mai 1942. Le film relate l'histoire de cet assassinat mais Fritz Lang et Bertolt Brecht prennent leur distance par rapport à la réalité historique et aux circonstances de l'assassinat de Heydrich dans un seul but : montrer la résistance et la solidarité collective à l'échelle d'une ville entière. Le but est aussi de convaincre le public américain de la nécessité de soutenir collectivement le combat antinazi. Le livre de Danielle Bleitrach est une sociologie du cinéma où description du

champ artistique et de l'histoire se croisent, œuvre magistrale, étude foisonnante, riche en analyses, documentations, renseignements et enseignements, contenant de multiples liens et références, dont la rédaction s'est étalée sur cinq années et dont le résultat est totalement impressionnant. L'auteure effectue aussi un retour vers son propre passé dans sa Postface mémoire – sur le lieu de sa petite enfance évoquant un souvenir qui déterminera ses choix de vie, ses engagements politiques, le choix de son métier, de ses recherches et écrits, souvenir qui restera comme une blessure définitivement ancrée dans son esprit et dans sa chair. Lang s'enfuit d'Allemagne en 1934 pour se réfugier aux États-Unis. Il fera venir Brecht à Hollywood en prenant lui-même son voyage en charge. Ce dernier arrive en 1941 et tous deux vont réaliser leur unique œuvre commune, *Les bourreaux meurent aussi*, en 1943. Brecht en écrit le scénario et les dialogues, Lang assure la mise en scène. « *Lang et Brecht se sont trouvés dans une collaboration politique, éthique et esthétique, dans un antinazisme fondamental.* » L'un est communiste (Brecht), l'autre pas, mais ils ont détecté les signes avant-coureurs du fascisme.

« *Lang rejoint Brecht, écrit Danielle Bleitrach, il ne s'agit même pas de la victoire, il n'y croit pas, mais la lutte elle-même est le combat contre la fatalité ...* ». Lang expliquera lui-même : « *Tous mes films sont un combat contre le destin, ce qui est important est le combat, pas la destinée.* » « *Pour Brecht, écrit Danielle Bleitrach, le fascisme n'est pas vaincu par la fin de l'Allemagne nazie. (...) La bête immonde a pris d'autres formes, celle de l'horreur nucléaire, si l'on oublie ce dont le capital a été capable. Auschwitz et Hiroshima ne cesseront pas d'être le destin de l'humanité pour Brecht : "Le ventre est encore fécond", le capitalisme demeure, la chambre à gaz est toujours potentiellement l'œuvre d'art d'IG Farben...* ». (...) ■

[version intégrale de cet article en "bonus" sur la page 4 du site de l'UJRE]

* Danielle Bleitrach, Richard Gehrke, avec la collaboration de Nicole Amphoux, Bertolt Brecht et Fritz Lang. *Le nazisme n'a jamais été éradiqué*. Éd. LettMotif, 2015, 410 p., 29 € [<http://www.edition-lett-motif.com>]



SE (RE)CONSTRUIRE APRÈS LE TRAUMATISME EXPÉRIENCES HISTORIQUES ET ENJEUX CONTEMPORAINS



25 janvier-29 avril 2016 : Les Archives départementales de la Seine Saint-Denis ont accueilli à Bobigny une version adaptée de l'exposition *Grandir après la Shoah* présentée en 2015 à l'espace Niemeyer et au Musée de l'Histoire vivante de Montreuil. Cette exposition qui avait ému beaucoup d'entre nous, auteurs ou non de ces dessins, rassemble des œuvres d'enfants réalisés dans les foyers, patronages et colonies de vacances de la CCE auprès de l'UJRE, depuis la Libération jusqu'en 1951. Plusieurs visites commentées étaient organisées.

Le 6 avril, une journée d'étude débuta par la projection du film *Les lendemains qui chantent* (1985), en présence du réalisateur J. Fansten, du scénariste J.-C. Grumberg et de l'historien S. Wolikow. Le débat qui s'ensuivit porta essentiellement sur le besoin de croire, la transmission, la relation entre histoire juive et histoire communiste. L'après-midi, une approche pluridisciplinaire de l'expérience pédagogique des dessins, interprétés comme traces et témoignages d'expériences traumatiques, rassembla sous la présidence de Véronique Fau-Vincenti, D. Peschanski historien, Y. Mouchenik psychologue clinicien, spécialiste des psycho-traumatismes chez l'enfant et S. Wolikow.

Véronique Fau-Vincenti introduisit la séance en présentant les créations des enfants comme matière à résilience, manière de se reconstruire, volonté de faire mémoire...

Yoram Mouchenik intervint essentiellement sur les traumatismes des enfants cachés (200 000 en Europe), le besoin de savoir impossible à combler et l'importance du mur des noms réalisé grâce à Serge Klarsfeld, comme tombe symbolique.

Denis Peschanski s'interrogea sur la « mémoire traumatique », sur les conditions qui permettent à un événement d'être mémorisé individuellement et sur celles qui en font un élément structurant de la mémoire collective. Comment se réalise l'appropriation sélective d'événements du passé pour participer à la construction identitaire du groupe ?

Serge Wolikow rappela la nécessité d'une approche historique : les dessins expriment un moment, l'histoire de leurs auteurs recoupe celle de dizaines de milliers d'enfants sauvés en France. Il insista sur la fonction de l'éducation artistique, dessins, écritures, théâtre, chants... moyen privilégié de traiter les enfants perturbés.

Une discussion passionnante vint clore cette journée pour laquelle nous remercions infiniment les Archives départementales de la Seine Saint-Denis. ■

Cinéma LA CHRONIQUE DE LAURA LAUFER



Ronit Elkabetz en 2009

« Je suis issue d'une famille marocaine. Lorsque j'étais enfant, ma famille se réunissait tous les vendredis après-midi pour voir un film égyptien à la télé. Je suis née en Israël, mes parents sont revenus s'y installer quand j'avais 12 ans. (...) Je fais donc partie des deux peuples, Israël et Palestine, depuis toujours et pour toujours. La culture arabe est dans nos veines, dans notre cuisine, notre musique et notre langue. Les gens qui le nient sont loin du réel. (...) Je ne peux pas croire que la paix soit impossible, (...) vivons ensemble dans le respect et le dialogue. »

Ronit Elkabetz, née à Beer-Sheva dans un milieu très pratiquant, disparaît à 51 ans. Véritable star en Israël, sa disparition fait choc. Elle partageait sa vie entre Israël et la France devenue le pays de sa « seconde naissance ». D'une beauté incandescente aux cheveux d'un noir profond, le visage lumineux de

Disparition RONIT ELKABETZ

Ronit Elkabetz incarnait la passion et l'enthousiasme. Ronit, actrice au théâtre comme au cinéma, jouera et co-réaliserait, avec son frère Shlomi, une trilogie inspirée de la vie conjugale de ses parents. En 2001, dans *Mariage tardif* de Dover Kosashvili, elle incarne une femme divorcée, maîtresse passionnée d'un juif géorgien que sa famille veut marier à une jeune vierge.

Prendre Femme (2004) premier volet de la trilogie, dont l'action se déroule lors des négociations des accords de paix avec l'Égypte, oppose une femme qui veut s'émanciper d'un mari bigot replié sur tradition et chantage : un couple, un enfer. Le deuxième volet, *Les sept jours* (2008), dépeint le huis clos d'une famille durant les sept jours de deuil traditionnel : querelles, rancœurs, souffrances, secrets de famille refont surface alors que la Première guerre du Golfe s'invite dans ce champ clos par le son des alertes et les masques à oxygène que l'on porte même durant les prières. L'actrice joue dans les films de Keren Yedaya, une prostituée (*Mon trésor*) et une mère (*Jaffa*). Ces films lourds, aux intentions louables, dénoncent la prostitution comme mal social, le racisme anti-palestinien, la souffrance des jeunes qui ne peuvent s'aimer,

image de deux pays et de deux peuples. Elle incarne des personnages forts dans les films d'Eran Kolirin (*La visite de la fanfare*), d'Amos Gitai (*Milim* et le très bel *Alila*), d'André Téchiné (*La fille du RER*) ou de Fanny Ardant (*Cendre et sang*).

Ouverte en 2004, la trilogie se clôt en 2014, avec *Le procès de Viviane Amsalem*. Un huis clos dans une salle de tribunal où s'affrontent les deux époux. Elle veut ne plus vivre avec lui, en échange de quoi elle renonce à refaire sa vie et lui pas : seuls les rabbins dictent, ici, la loi.

Dans une interview télévisée à Cannes, Ronit Elkabetz disait de ses films qu'ils montraient « une famille en lutte permanente dans un pays jeune. (...) Très préoccupé longtemps par la guerre à l'extérieur, le cinéma israélien prend sa force à partir du moment (...) où l'on commence à penser à nous-mêmes, ça commence par la maison, par les relations familiales, par les relations intimes ».

La reprise des personnages d'une même famille permet aux films de Ronit et Shlomi Elkabetz de lier l'histoire familiale à celle de leur pays où les conflits séparent deux peuples, où les femmes sont en lutte et les familles en guerre. ■

HISTOIRE D'UN MOT

LE GHETTO DE VENISE A CINQ CENTS ANS

PAR FRANÇOIS MATHIEU

Il y a cinq cents ans, le 29 mars 1516, le Sénat de Venise publiait après accord des représentants de la petite communauté juive un décret qui instaurait le « Ghetto », lieu de discrimination mais aussi de protection de la population juive. Désormais, les quelques sept à huit cents Juifs de Venise ne devaient plus habiter, sans exception aucune, que sur le territoire du *Ghetto Nuovo*, une ancienne forteresse du quartier de Cannaregio. Deux murs aux fenêtres et portes murées les sépareraient de la population chrétienne.

Le lieu choisi par les autorités vénitienes était un endroit insalubre, le dépotoir de l'ancienne Nouvelle Fonderie (de cuivre), « *Il Geto Nuovo* » en dialecte vénitien, *gettare* signifiant jeter. Il est

fort probable que des Juifs allemands immigrés soient responsables de la mutation d'un « dj » italien en un « gue » guttural orthographié « gh » : « ghetto ».

Ledit décret ordonnait un couvre-feu de minuit au matin, moments marqués par la voix des cloches de la basilique Saint-Marc, et le contrôle permanent des trois accès au Ghetto par des gardes chrétiens payés par la communauté juive. La nuit, deux bateaux en faisaient régulièrement le tour pour en assurer la sécurité.

Pour concentrer les Juifs sur cet îlot d'un hectare, les autorités expulsèrent la population chrétienne de ses logements, qu'elles revendirent ou louèrent à bon prix aux nouveaux occupants. La décision du Sénat leur apporta un soulage-

ment dans la mesure où elle agréait leur présence dans Venise, autorisait des salles de prières et des rabbins, des préposés à l'abattage rituel (*chohet*) et des écoles, jusqu'alors vouées à la clandestinité.

Venise réagissait ainsi en république marchande pragmatique à un antijudaïsme exacerbé. Avant même la création du ghetto, la République de Venise avait attiré des Juifs en leur octroyant des libertés qu'ils n'avaient pas ailleurs, ce qui avait provoqué la colère des fondamentalistes chrétiens qui prônèrent en chaire une nouvelle extermination des Juifs. En 1513 et 1514, la peste avait sévi dans la ville. Des prédicateurs incitant à la haine en rejetèrent la faute sur les Juifs. Il y eut des incendies criminels également dangereux pour la ville. En 1509, la République de Venise, sortie vaincue de la guerre qui l'avait opposée à la Ligue de Cambrai, vivait une grave crise financière. Aussi avait-elle besoin que ses Juifs vivent en paix pour faire travailler l'argent nécessaire à son redressement ; et des médecins juifs, lesquels avaient étudié au Caire ou à Damas la médecine arabe nettement plus avancée que la médecine européenne.

En échange, le Sénat allait se faire payer grassement une tolérance accordée du bout des lèvres et ne prolonger l'autorisation que sur de courts termes pour pouvoir leur extorquer toujours plus d'argent.

Quoi qu'il en soit, la situation des Juifs en Europe était si humiliante qu'une vingtaine d'années déjà après l'entrée en vigueur du décret, des intellectuels juifs commencèrent à louer le « modèle » vénitien, contribuant ainsi à la transmission de celui-ci. Les marchands levantins de l'Empire ottoman obtinrent en 1541 l'autorisation de constituer un ghetto voisin à partir d'une fonderie plus ancienne, le *Getto Vecchio* où ils allaient faire construire de magnifiques synagogues, encore existantes. Les deux ghettos attirant des Juifs ailleurs persécutés, leur population augmenta considérablement et, la place manquant, on dut construire en hauteur, les « gratte-ciel de la lagune ».

La renommée des ghettos vénitiens s'éteignit avec le déclin de la République. Durant la cinquième guerre austro-turque, dite aussi « Grande Guerre », qui, de 1683 à 1699, opposa l'Empire ottoman au Saint-Empire romain germanique, l'autorité vénitienne pressura les Juifs comme jamais, avant de faire faillite. Désormais, on assista à un mouvement migratoire inverse : malgré l'interdiction, de nombreux commerçants juifs quittèrent Venise pour une Turquie plus tolérante.

En 1797, Napoléon mit fin à la millénaire République de Venise et par là-même aux ghettos sur le déclin.

L'administration française y instaura les

droits du citoyen qui donnaient aux Juifs des droits égaux à ceux des citoyens chrétiens. Symbole de cette révolution : le 11 juillet 1797, on brûla sur le *Campo del Ghetto* les portes de la discrimination. Après la défaite napoléonienne et le retour des Habsbourg au pouvoir, la libération des Juifs italiens allait être de courte durée. Aussi ces derniers participèrent-ils au mouvement du *Risorgimento* qui, avec la fondation du royaume d'Italie, allait leur apporter en 1866 la pleine égalité de leurs droits avec ceux des autres citoyens. Au-delà, avec l'émancipation des Juifs, les ghettos européens disparurent, le dernier, celui de Rome, en 1870.

Et le mot *ghetto* avait pris l'acception plus générale de quartier juif. Jusqu'à ce que, au XX^e siècle, l'Allemagne nazie crée sous le nom de *Bezirke** des « ghettos » d'un type nouveau, des centaines de regroupements forcés, étapes intermédiaires vers la « Solution finale », d'abord en Pologne en 1939, puis à partir de 1941 en Europe centrale et de l'Est, essentiellement de Juifs mais aussi de Tsiganes.

À Venise, en décembre 1943, la police mussolinienne rafle chez eux ou au foyer pour personnes âgées 163 Juifs, puis, avec l'aide des Allemands, renouvelle l'opération le 17 août et le 6 octobre 1944 dans ce même foyer et plusieurs hôpitaux. Les plus faibles sont assassinés sur place, les autres déportés à Auschwitz, dont le grand rabbin de Venise à qui, quelques mois plus tôt, la police suisse avait refusé l'entrée dans la Confédération.

Fortune ou infortune d'un mot, aujourd'hui si le mot *ghetto* a toujours cours, il est souvent pudiquement remplacé, en France notamment, par ce que des sociologues appellent depuis vingt ou trente ans « quartier de relégation » – « relégation spatiale des catégories sociales les plus précaires de la population et de la majeure partie des immigrants » –, terme réduit avec mépris à « quartier » dans une grande partie de la presse et du langage populaire. ■

* Victor Klemperer, dans *LTI, la langue du III^e Reich*, traduit de l'all. par Elisabeth Guillot, Albin Michel, Paris, coll. Agora, 1996, a décrit sur le vif le dévoiement de la langue allemande par les nazis. Un *Bezirk* est un district, une région, un secteur administratif, terme fort neutre pour cacher une tragédie.

Théâtre LA CHRONIQUE DE SIMONE ENDEWELT

LA Cie 25 WATTS PRÉSENTE
« NÉ SOUS UNE BONNE ÉTOILE »

Un spectacle interactif de et avec Emmanuelle Lévy qui invite à s'interroger sur nos racines et notre histoire générationnelle.

Emmanuelle Lévy est une belle personne et une comédienne et conteuse altruiste au naturel et à la spontanéité bien trempés. Elle s'adresse,



quatre générations, on tombe dans l'oubli. Elle a des réflexions qui nous plaisent lorsqu'elle parle notamment d'Henry parti vivre en

avec son théâtre d'objets et sa valise comme fil conducteur, aux enfants à partir de 8 ans, et à leur famille. D'emblée, elle pose la question : « Tu connais ta grand-mère, ton arrière-grand-père, et tu sais comment ils s'appelaient, ce qu'il faisaient, où ils vivaient ? » Ton pédagogique, je vais vous raconter mes histoires de famille dit-elle. Un spectacle construit à partir de la recherche qu'elle a faite elle-même sur ses propres racines. L'histoire d'une famille juive venue plus lointainement d'Espagne, avec une émigration vers les pays ottomans, une grand-mère née en Grèce, à Salonique, des branches paternelles croates, maternelles bulgares, vie harmonieuse jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Un arrière-grand-père rabbin, son grand-père devenu vendeur à la sauvette à Paris. Et elle, elle va à la communale Keller dans le 11^e arrondissement. Elle dit combien sa famille est née sous une bonne étoile, a eu la chance de réchapper de la guerre, combien avoir retrouvé la trace de ses ancêtres lui tient chaud au ventre et lui sert de guide dans sa propre vie, car au bout de trois ou

Israël puis revenu : « Il s'aperçoit qu'on prend les maisons aux Palestiniens comme on avait pris la sienne. Alors il devient militant palestinien ».

Et elle, qu'est-ce qu'elle fait ? Tout simplement, elle milite pour la paix. Et elle sait pourquoi, avec une telle trajectoire générationnelle, elle ne pouvait faire autrement, et elle le transmet aux autres. A la fin de son spectacle, elle dit aux enfants, parents, grand-parents qu'elle est contre l'amalgame fait par le Crif entre antisémitisme et antisémitisme. Peut-être le spectacle, construit sur de l'humour qui en fait son point fort, est-il encore un peu trop anecdotique par ailleurs et le jeu d'objets mériterait d'être encore un peu enrichi. Le spectacle a reçu le soutien de la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah* (dans la section : enseignement de la Shoah) et a été réalisé en partenariat avec le *Mémorial de la Shoah* de Paris et de Drancy. ■

* Théâtre Darius Milhaud 80 allée Darius Milhaud Paris 19^e, rés. 01 42 01 92 26, dim. 15h du 27 mars au 26 juin

VENISE GHETTO 500 ans

À lire

Ghetto de Venise 500 ans de Donatella Calabi, directrice du Comité scientifique du Cinquième Centenaire de l'institution du Ghetto de Venise et commissaire de l'exposition sur le même sujet au palais des Doges (juin-novembre 2016).

